

PRAYERS

Pursuant to Standing Order 43, on motion of Mr. Miller, seconded by Mr. Fulton, it was resolved,—That this House reaffirm its expectation that the current agreement awaiting U.S. Senate approval shall be signed so harmony can once again occur between U.S. and Canadian fishermen in Atlantic Canada.

Pursuant to Standing Order 43, on motion of Mr. Maltais, seconded by Mr. Rae, it was resolved,—That this House request the Minister of Employment and Immigration to spare no effort and use all means available to him to help, as soon as possible, the workers of Sept-Îles and Schefferville who have recently been laid off by Iron Ore.

Mr. MacEachen, a Member of the Queen's Privy Council, laid upon the Table,—Public Accounts of Canada, Volumes I, II and III, for the fiscal year ended March 31, 1980. (English and French).—Sessional Paper No. 321-1/214.

The Order being read for the second reading and reference to a Committee of the Whole of Bill C-54, An Act to amend the statute law relating to income tax and to provide other authority for the raising of funds;

Mr. MacEachen, seconded by Mr. Pinard, moved,—That the Bill be now read a second time and referred to a Committee of the Whole.

And debate arising thereon;

[At 4.00 o'clock p.m., Private Members' Business was called pursuant to Standing Order 15(4)]

(Notices of Motions)

By unanimous consent, all Items preceding No. 26 were allowed to stand.

Mr. Siddon, seconded by Mr. Taylor, moved,—That, in the opinion of this House, the government should consider the advisability of initiating an independent commission of inquiry to investigate the serious deficiencies within the administration of Search and Rescue services on Canada's West coast.—(Notice of Motion No. 26).

And debate arising thereon;

The hour for Private Members' Business expired.

Changes in Committee Membership

Notice having been filed with the Clerk of the House pursuant to Standing Order 65(4) (b), membership of Committees was amended as follows:

PRIÈRE

En conformité des dispositions de l'article 43 du Règlement, sur motion de M. Miller, appuyé par M. Fulton, il est résolu,—Que la Chambre réaffirme son espoir que l'Accord dont on attend actuellement l'approbation par le Sénat des États-Unis sera signé afin que des rapports harmonieux puissent de nouveau s'établir entre les pêcheurs américains et canadiens dans le Canada de l'Atlantique.

En conformité des dispositions de l'article 43 du Règlement, sur motion de M. Maltais, appuyé par M. Rae, il est résolu,—Que la Chambre demande au ministre de l'Emploi et de l'Immigration de ne ménager aucun effort et de prendre tous les moyens à sa disposition pour venir en aide, dans les plus brefs délais, aux travailleurs de Sept-Îles et de Schefferville qui viennent de perdre leur emploi à Iron Ore.

M. MacEachen, membre du Conseil privé de la Reine, dépose sur le Bureau de la Chambre,—Comptes publics du Canada, Volumes I, II et III pour l'année financière terminée le 31 mars 1980. (Textes français et anglais).—Document parlementaire n° 321-1/214.

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture et renvoi à un Comité plénier du Bill C-54, Loi modifiant la législation relative à l'impôt sur le revenu et attribuant d'autres pouvoirs de recueillir des fonds.

M. MacEachen, appuyé par M. Pinard, propose,—Que ce bill soit maintenant lu une deuxième fois et déferé à un Comité plénier.

Il s'élève un débat;

(A quatre heures de l'après-midi, appel des affaires émanant des députés, suivant les dispositions du paragraphe (4) de l'article 15 du Règlement)

(Avis de motions)

Du consentement unanime, les articles précédant le numéro 26 sont réservés.

M. Siddon, appuyé par M. Taylor, propose,—Que, de l'avis de la Chambre, le gouvernement devrait envisager l'opportunité de charger une commission d'enquête indépendante d'examiner les sérieuses lacunes qui existent au sein de l'administration des services de recherches et de sauvetage sur la côte ouest du Canada.—(Avis de motion n° 26).

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires émanant des députés est expirée.

Modifications de la composition des comités

Avis ayant été communiqué au Greffier de la Chambre des communes suivant les dispositions de l'alinéa b) du paragraphe